

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC/Réception des soumissions -
TPSGC
11 Laurier St./11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1/Noyau 0A1
Gatineau
Quebec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Professional Services Online & Temporary Help
Services Division/Division des services professionnels
en ligne et d'aide temporaire
11 Laurier St./11, rue Laurier
10C1, Place du Portage III
Gatineau
Quebec
K1A 0S5

Title - Sujet PROSERVICES	
Solicitation No. - N° de l'invitation E60ZT-120001/C	Amendment No. - N° modif. 006
Client Reference No. - N° de référence du client E60ZT-120001	Date 2013-04-12
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$ZT-009-25428	
File No. - N° de dossier 009zt.E60ZT-120001	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-04-17	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Gilmour, Peggy	Buyer Id - Id de l'acheteur 009zt
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-7642 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-9235
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

MODIFICATION 5

Cette modification vise à répondre aux questions des soumissionnaires.

Répondre à des questions supplémentaires posées par les fournisseurs..

- Q.104 J'ai lu les questions et les réponses sur ce que je dois faire, ainsi que sur les délais. Je demeure confus. J'estime que des réponses plus simples et plus directes seraient plus utiles. Je me suis inscrit dans le SSPC, simplement inscrit, rien d'autre. Est-ce tout ce que je dois faire? Il est troublant de voir que la date du 11 avril 2013 est mentionnée partout sans savoir pourquoi.
- R.104 La lettre d'intérêt actuelle expire le 17 avril 2013. Comme il est indiqué dans la réponse n° 133, toutes les questions devaient être soumises avant le 25 mars, et les réponses publiées dans MERX d'ici le 8 avril 2013. On prévoit que la demande finale d'arrangements en matière d'approvisionnement pour ProServices sera publiée au cours de la semaine du 18 avril 2013 dans MERX, et aussi dans le SSPC sous « invitations ouvertes à soumissionner ».
- Q.105 En référence à l'article 16, Régions, zones métropolitaines, bureaux locaux, à la page 28 – Comme l'ont montré les questions sur la DAMA en cours pour les SPICT, ce paragraphe nécessite des clarifications en ligne.
- R.105 On a recours à la zone nationale lorsqu'un client n'a aucune préférence en ce qui concerne l'endroit où les travaux sont effectués.

Remarque à l'intention des soumissionnaires :

En sélectionnant la zone nationale dans la collecte de composante de données, le soumissionnaire ne sélectionne pas automatiquement toutes les régions ou zones métropolitaines.

En sélectionnant une région dans la collecte de composante de données, le soumissionnaire ne sélectionne pas automatiquement les zones métropolitaines qui se trouvent dans cette région.

En sélectionnant toutes les régions et les zones métropolitaines dans la collecte de composante de données, le soumissionnaire sélectionne toutes les régions et les zones métropolitaines possibles, y compris la zone nationale.

- Q.106 Est-ce qu'un projet cité en référence sera accepté sans un numéro de contrat?
- R.106 Il doit y avoir un numéro d'identification; si on n'a pas de numéro de contrat ou de commande, on peut indiquer un numéro de facture, etc.
- Q.107 a) Veuillez répéter les exigences relatives aux enquêtes de sécurité.
b) Quand un fournisseur indique plus d'une région, pourquoi le système ne copie-t-il pas automatiquement les données entrées par le fournisseur pour toutes les régions sélectionnées?
- R.107 a) Tous les fournisseurs de ProServices doivent détenir une cote de vérification d'organisation désignée (VOD) au moment de l'attribution d'un arrangement en matière d'approvisionnement (AMA). Si vous ne possédez pas de VOD, vous pouvez faire parvenir un courriel à TPSGC lui demandant de vous parrainer, à : RCNSpenligne.NCRPSOnline@tpsgc-pwgsc.gc.ca

- b) Une fois qu'un fournisseur a choisi les régions pour lesquelles il souhaite soumissionner, il choisit ensuite les volets et les catégories pour lesquels il souhaite se qualifier. Automatiquement, le statut changera pour afficher un OUI sous Gamme de services pour l'arrangement en matière d'approvisionnement pour chacune des régions. Toutefois, à cette étape, vous devriez vérifier chaque région pour vous assurer que tout est en ordre.
- Q.108 En ce qui concerne la question 14c, affirmez-vous que les personnes dans la catégorie Expert-conseil en communications seront en mesure d'accéder à ProServices SEULEMENT par l'intermédiaire de fournisseurs de services professionnels centrés sur les tâches et les solutions (SPTS)? Pourront-elles encore présenter des soumissions en tant que personne ou entreprise à propriétaire unique?
- R.108 Si un fournisseur est préqualifié dans la catégorie Communications pour ce qui est des SPTS, il peut faire l'objet de « droits acquis » dans ProServices. Toutefois, si le fournisseur n'est pas préqualifié dans cette catégorie pour les SPTS, il peut présenter une soumission dans le cadre de ProServices pour toutes les catégories pour lesquelles il n'est pas préqualifié pour les SPTS et/ou les services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT).
- Q.109 Si j'ai bien compris, il y a une exigence selon laquelle il faut fournir deux adresses courriel de clients aux fins de référence. Si c'est le cas, je ne connais pas de clients du gouvernement fédéral qui possèdent plus d'une adresse courriel professionnelle.
- R.109 Conformément à la Pièce jointe B, Évaluation technique de la version provisoire de la DAMA, sous le critère obligatoire O.2, il est précisé que le soumissionnaire doit fournir 1 référence pour laquelle il devra donner des justificatifs, avec une deuxième référence de réserve, pour chaque catégorie. Il doit s'agir d'une référence différente.
- Q.110 Exigerez-vous que nous répondions à la version provisoire de l'invitation à soumissionner pour ProServices, ou devrions-nous attendre que le document final soit publié dans MERX?
- R.110 Aucune réponse n'est requise en ce qui concerne la version provisoire de l'invitation à soumissionner pour ProServices.
- Q.111 Mon entreprise détient actuellement une offre à commandes et un arrangement en matière d'approvisionnement de TPSGC pour la fourniture de services d'apprentissage. Est-ce que ces deux mécanismes contractuels pourront faire l'objet de droits acquis?
- R.111 À ce moment-ci, seuls les fournisseurs préqualifiés des SPTS et des SPICT peuvent jouir de droits acquis.
- Q.112 Vous avez dit que la traduction est assujettie à une méthode d'approvisionnement distincte. À quelle méthode faites-vous référence?
- R.112 Les services de traduction sont couverts par des Arrangements en matière d'approvisionnements. Pour plus d'information, contacter Pascale Archambault, gestionnaire de la division des Services linguistique au 819-956-1382 ou à pascale.archambault@tpsgc-pwgsc.gc.ca
- Q.113 a) Voulez-vous dire que tous les besoins dont la valeur est inférieure au seuil de l'ALENA de 78 000 \$ doivent passer par ProServices et que les fournisseurs seront invités?
- b) Il n'y aura PAS d'appels d'offres ouverts pour les besoins sous le seuil de 78 000 \$? Qu'en est-il pour les besoins en matière de services pour lesquels il n'existe pas de catégories définies dans ProServices?

- R.113 a) ProServices sera un outil obligatoire pour les besoins de services professionnels dont la valeur est inférieure au seuil de l'ALENA (actuellement de 78 500 \$) pour ce qui est des arrangements en matière d'approvisionnement. Les SPICT et les SPTS continueront à être utilisés pour les offres à commandes de toute valeur monétaire et pour les AMA au-dessus du seuil de l'ALENA.
- b) Oui, il y aura encore des invitations ouvertes à soumissionner pour les besoins qui se situent sous le seuil de l'ALENA et qui ne relèvent pas des catégories établies dans ProServices.
- Q.114 Vous avez dit que ProServices est obligatoire pour les besoins qui se situent sous le seuil de l'ALENA. Lors d'une séance de consultations précédente, il a été dit que les ministères ne seront pas empêchés de conclure des contrats avec un fournisseur unique pour des montants de moins de 20 000 \$. Qu'est-ce qui est exact?
- R.114 Les deux affirmations sont vraies, toutefois avec ProServices, les fournisseurs seront préqualifiés et les clients seront tenus de suivre l'utilisation obligatoire des arrangements en matière d'approvisionnement.
- Q.115 Notre entreprise est actuellement enregistrée comme fournisseur de services professionnels en ligne (SPenligne). Pour diverses raisons, nous n'avons pu assister à la séance d'information à l'intention des fournisseurs. Pourriez-vous confirmer que pour s'inscrire dans le Système des services professionnels centralisés (SSPC), une fois connectés au SSPC, nous verrons s'afficher une option pour l'inscription? Nous n'avons pu trouver d'autres instructions précises à partir du lien suivant qui se trouve dans le document :
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/spc-cps/spc-cps-fra.html>
- R.115 Les SP en ligne ne font pas partie du processus d'inscription du portail SSPC. Pour vous inscrire dans le portail du SSPC, cliquez sur le lien ci-dessous. Au bas de la page, vous verrez ce qui suit:
Table des matières
Ouvrir une session à votre compte de fournisseur
Inscription des fournisseurs - Module du fournisseur du portail électronique du SSPC
- C'est là que vous pouvez vous inscrire. Pour faciliter votre démarche, vous trouverez également en haut de la page, sous Avis importants, le guide Étapes simples pour les fournisseurs. Les Services professionnels en ligne ne font pas partie de l'inscription dans le SSPC.
- Q.116 Je voudrais poser une question concernant le processus de justification de la DAMA pour ProServices. À la section 5 (iii) de la partie O.3 Justification des références, de la version provisoire de la DAMA pour ProServices, il est écrit que : « Si la personne mentionnée dans la première référence ne répond pas avant la date butoir indiquée dans le courriel d'origine, un courriel sera envoyé à la deuxième personne qui devra répondre aux questions posées. Si aucune réponse n'est reçue pour la deuxième demande avant l'heure et la date indiquées dans le courriel, cette catégorie ne sera pas incluse dans l'arrangement du soumissionnaire. »
- Est-ce que TPSGC peut téléphoner à la première personne ou à la deuxième personne citée en référence pour justifier un projet dans le cas où aucune réponse ne serait reçue par courriel? Le courrier électronique n'est pas toujours fiable, les courriels peuvent se coincer dans les filtres contre les courriels non sollicités, ou les serveurs peuvent tomber en panne, entraînant la perte de courriels. Un appel téléphonique pourrait être une mesure de dernier recours (et pas nécessairement pour toutes les soumissions reçues). Cela pourrait également être plus rapide que la rédaction d'un courriel. Cela ne doit pas être rentable ni pour TPSGC ni pour les

fournisseurs lorsque des entreprises sont disqualifiées tout simplement parce que des personnes citées en référence n'ont pas répondu aux courriels, et peut-être sans qu'il y ait faute de leur part.

- R.116 Conformément à la Pièce jointe B, Évaluation technique, exigence obligatoire O.3, Justification des références, l'information justificative sera obtenue par l'entremise d'un courriel seulement. Aucun suivi ne sera fait par téléphone.
- Q.117 Est-ce que l'utilisation ou les fonctionnalités des Services professionnels (SP) en ligne seront maintenus jusqu'à ce que les fournisseurs existants de SP en ligne soient entièrement enregistrés et opérationnels, c'est-à-dire en mesure de soumissionner pour des contrats par l'intermédiaire de ProServices?
- R.117 Les SP en ligne seront maintenus jusqu'à ce que ProServices soit en place.
- Q.118 J'aimerais poser la question suivante concernant PROSERVICES :
En ce qui concerne ProServices, que se passera-t-il si un ministère a, par exemple, un besoin pour des services de formation comprenant l'élaboration d'un cours et sa prestation, en plus de la production de matériel de formation, dont une certaine partie doit être sous forme de vidéo? Est-ce que tout le travail pourra être imparti par l'intermédiaire de ProServices?
- R.118 Les services de formation ne relèvent pas de ProServices. Les services d'apprentissage sont une méthode d'approvisionnement, et ils comprendraient les services de formation. Ils se trouvent dans le SSPC.
- Q.119
- 1) Étant donné que j'ai travaillé comme sous-traitant, je n'ai pas d'accès direct au numéro de contrat/commande subséquente, et ce, pour la plupart des travaux que j'ai accomplis au cours des cinq dernières années. Je crains que les entreprises pour lesquelles je travaille ne soient peut-être pas disposées à me fournir cette information; toutefois, elle est obligatoire pour s'inscrire dans le SSPC. Le simple fait de demander cette information à une autre entreprise pourrait avoir une incidence négative sur notre relation d'affaires. En fin de compte, cette exigence accorde un avantage aux grandes entreprises et crée un obstacle pour des organisations comme la mienne quand vient le temps de se qualifier pour ProServices. Pouvez-vous donner des conseils sur la façon dont les entreprises comme la mienne peuvent entrer les renseignements dans le SSPC sans avoir de numéro de contrat/commande subséquente.
 - 2) Veuillez expliquer comment mon entreprise peut se qualifier pour les niveaux supérieurs dans les différentes catégories, qui exigent souvent plus de 5 ans d'expérience, lorsque je peux seulement décrire le travail effectué dans le cadre d'un seul projet au cours des 5 dernières années?
 - 3) À l'exigence obligatoire O.2, on stipule que : « Le projet doit avoir été mis en œuvre pour un client dans les cinq années... » Est-ce que cela signifie que le projet ne peut pas avoir commencé avant 2008 et doit être terminé d'ici 2013? Si c'est le cas, sachez qu'il s'agit là d'un obstacle pour des petites organisations comme la mienne, qui ont tendance à avoir des contrats à long terme, mais à temps partiel. Pouvons-nous utiliser les autorisations de tâches comme points de référence dans le temps, plutôt que les contrats?
 - 4) Au cours de la conférence à l'intention des soumissionnaires tenue le 14 mars, on a déclaré que les deux courriels de personnes citées en référence devaient provenir de la même organisation. Il y a un grand nombre de départs à la retraite et, à des niveaux supérieurs, la fonction publique est très mobile. Accepterez-vous que l'on cite en

référence des personnes à la retraite (notez que cela signifie que les deux personnes citées en référence seraient issues de deux différentes « organisations »)?

Accepterez-vous des références de personnes qui ont joint une autre organisation?

- R.119 1) Conformément à la Pièce jointe B, Évaluation technique, exigence obligatoire O.3, on indique que le soumissionnaire doit fournir le titre du projet, la catégorie, le numéro de référence du contrat/projet. Il pourrait s'agir du numéro de contrat/commande subséquente ou du numéro de facture qui fait référence au titre du projet. Du moment que la référence peut attester la validité du projet.
- 2) Dans ProServices, vous devez fournir seulement 1 projet par catégorie devant être justifié. Pour plus de renseignements sur la qualification pour des niveaux supérieurs, vous devez communiquer avec l'équipe des SPTS à SPTS.TSPS@tpsgc-pwgsc.gc.ca ou avec l'équipe des SPICT à RCNMDAI.-NCRIMOS@tpsgc-pwgsc.gc.ca.
- 3) Conformément à la Pièce jointe B, Évaluation technique, exigence obligatoire O.2, il est écrit que : « Le projet doit avoir été mis en œuvre pour un client dans les cinq années qui précèdent la date limite de la présente invitation à soumissionner. » Cela inclus les projets de longue durée mis en place il y a cinq ans.
- 4)) Oui, nous accepterons les courriels provenant d'organismes différents ou les courriels personnels.
- Q.120 1) En ce qui concerne l'arrangement en matière d'approvisionnement pour les SPTS numéro E60ZN-090002 et l'offre à commandes numéro E60ZN-110001/222 que j'ai obtenus, pouvez-vous s'il vous plaît confirmer que le renouvellement est imminent et que je dois attendre ce renouvellement avant de modifier les prix que j'ai offerts?
- 2) Compte tenu de ces renouvellements, je peux prétendre être un fournisseur présélectionné (puisque l'on ne demande pas de taux dans le cadre de ProServices), je peux m'enregistrer à l'avance dans le SSPC et remplir la composante de collecte de données. Est-ce exact?
- 3) En tant que fournisseur préqualifié pour les SPTS, je n'ai pas à remplir l'évaluation technique. Est-ce exact?
- R.120 1) Puisque cette demande ne fait pas partie de ProServices, nous ne pouvons pas répondre à cette question.
- 2) En tant que fournisseur préqualifié pour les SPTS, une fois que l'invitation à soumissionner pour ProServices sera lancée, vous devrez signer l'attestation des droits acquis dans la composante de collecte de données du Module du fournisseur du SSPC, remplir les catégories pour lesquelles vous êtes préqualifié dans les SPTS, cocher « actuellement offert » et soumettre tout autre document requis dans la DAMA.
- 3) En tant que fournisseur préqualifié pour les SPTS, vous n'avez pas à présenter de justification pour vos catégories « actuellement offertes ». Cependant, vous devez entrer vos renseignements dans la composante de collecte de données et soumettre tout autre document requis dans la DAMA.
- Q.121 1) Si je comprends bien votre terminologie, il y a deux secteurs d'activités principaux : les Technologies de l'information (TI) et les secteurs autres que la TI. L'ensemble de ces

secteurs comprend 12 volets qui, à leur tour, comprennent des catégories de services. Est-ce exact?

- 2) Pouvez-vous nous dire quand les questions et les réponses seront publiées en ligne? Nous donnerez-vous le lien pour y accéder?

R.121 1) C'est exact. Il y a 7 volets sous les TI, et 5 volets sous autres que les TI.

- 2) Conformément à la lettre d'intérêt publiée dans MERX, les questions et les réponses seront affichées d'ici le 8 avril 2013 sur Merx (www.merx.com), numéros de DAMA E60ZT-120001/C.

Q.122 Nous venons tout juste de terminer la première partie de la procédure pour nous inscrire en tant que fournisseur pour ProServices. Dans l'outil des SP en ligne, on nous demande si nous avons un certificat de sécurité. Est-ce que ce certificat est requis? Comment pouvons-nous l'obtenir?

Le présentateur au webinaire sur ProServices a fait allusion à la vérification d'organisation désignée (VOD). Je comprends que c'est aussi un moyen d'obtenir la certification. Quelles sont les différences entre ces certifications? Que devons-nous faire pour offrir nos services au gouvernement du Canada?

R.122 Si vous vous êtes inscrit dans le Module du fournisseur du SSPC, c'est tout ce qui est nécessaire à l'heure actuelle. Aucun certificat de sécurité n'est requis pour les SP en ligne; le seul certificat requis est celui de la constitution en personne morale de votre entreprise.

Pour ProServices, un fournisseur doit détenir une vérification d'organisation désignée (VOD) pour son entreprise. Si vous n'avez pas cela, vous pouvez demander le parrainage de TPSGC en faisant parvenir un courriel à : RCNSpenligne.NCRPSOnline@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Q.123 Je suis une personne inscrite depuis longtemps dans les SP en ligne. J'ai réussi à entrer mes renseignements de base pour le nouveau SSPC. Selon la remarque faite par M. Robitaille, je dois remplir un certain document de 4 pages. J'ai raté les détails à ce sujet lorsqu'ils ont été fournis à un moment où je ne pouvais pas entendre votre exposé. J'ai essayé d'accéder aux liens du SSPC, mais ils sont bloqués aux personnes de Publiservice et sont suivis d'un symbole qui sera probablement retiré lorsqu'ils deviendront actifs. Pourriez-vous me dire le nom de ce document de 4 pages, de sorte que je sache ce que je suis censé remplir et à quel moment je peux le remplir.

R.123 En ce qui concerne les pages mentionnées dans votre question, veuillez consulter la partie 2, Instructions à l'intention des fournisseurs, section 2, Présentation des arrangements, paragraphe (i), où il est écrit que : « Le soumissionnaire doit remettre, à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), avant la date et l'heure et à l'endroit indiqués sur la page un de la demande de soumissions, les éléments suivants de la soumission, en version imprimée :

- la première page signée par le soumissionnaire (Pièce jointe E)
- une preuve que l'entreprise existe depuis un an, en incluant par exemple un certificat de propriété, un enregistrement d'entreprise ou une déclaration de revenus
- un code de déontologie :
 - ♦ si constituée en société, la liste complète des noms de toutes les personnes qui sont actuellement administrateurs du fournisseur;
 - ♦ dans le cas d'une entreprise individuelle, le nom du propriétaire;

- une attestation d'entreprise autochtone (s'il y a lieu). »

Q.125 Pour ce qui est de la justification des références, qu'arrive-t-il si le « client » est une personne, et non un ministère ou une entreprise, et qu'il n'y a qu'UNE seule personne-ressource et UN seul courriel?

R.125 Cela est acceptable, pourvu que l'on peut justifier la catégorie. La référence utilisée à des fins de validation doit être une personne qui n'a jamais été à l'emploi du soumissionnaire ou qui n'a jamais agit comme son sous-contractant. La référence doit pouvoir confirmer que les services professionnels ont été rendus.

Q.126 Pourriez-vous fournir des précisions sur la grille souple pour ce qui est des catégories autres que les TI? Il semble qu'on évalue certains experts-conseils précis, mais je croyais que, dans le cadre de ProServices, on évaluait l'expérience de l'entreprise et non l'expérience individuelle. Concernant le volet des TI, l'on exige que l'on donne des références pour deux projets si l'on veut se qualifier. Faut-il également citer des références pour deux projets dans le cas des catégories autres que les TI? Est-ce que cela s'ajoute à la grille souple? Comment pouvons-nous démontrer plus de 10 ans d'expérience dans les grilles souples alors que les projets de référence doivent avoir eu lieu au cours des 5 dernières années? Toutes précisions seraient les bienvenues!

R.126 Les grilles souples ne seront pas utilisées pour qualifier les fournisseurs pour l'arrangement en matière d'approvisionnement pour ProServices. Elles peuvent être utilisées à l'étape suivante, lorsque les clients enverront des demandes de propositions à des fournisseurs préqualifiés.

Conformément à la Pièce jointe B, Évaluation technique, exigence obligatoire O.2, Identification des catégories, en ce qui concerne les volets des TI et les volets autres que les TI pour ProServices, les fournisseurs ne doivent présenter que 1 projet par catégorie pour ce qui est de la justification des références.

Q.127 Partie 3, Instructions pour la préparation des arrangements, section II, Attestations, il est écrit que : « Les attestations incluses dans la composante de collecte des données doivent être remplies et envoyées par voie électronique via la "Réponse du fournisseur" du Module du fournisseur du SSPC. »

a) Les attestations mentionnées dans cette section se réfèrent-elles aux certifications professionnelles requises pour le calcul de la note des soumissionnaires?

b) Si le soumissionnaire ne détient pas d'attestations précises, par exemple sur la diversité, est-ce que cela le disqualifie de ce processus ou réduit simplement la note attribuée?

À la page 33 de la Pièce jointe B, dans le champ intitulé « Numéro de référence du contrat/projet », le soumissionnaire doit indiquer le numéro du contrat/commande subséquente qui se rapproche le plus du titre du projet que le soumissionnaire a indiqué dans le champ « Numéro ou titre du résumé de projet ».

c) Est-ce que le système attribue un numéro dès que l'information est entrée? Si non, où peut-on obtenir ce numéro?

R.127 a) Les attestations mentionnées ci-dessus ne sont pas des attestations professionnelles. Ce sont des attestations obligatoires auxquelles un soumissionnaire doit répondre.

- b) Les attestations professionnelles ne sont requise qu'à la prochaine étape, lorsque les clients enverront des demandes de propositions aux fournisseurs. Celles-ci peuvent alors faire partie du processus de notation.
- c) Ce numéro de contrat/commande subséquentes ou de facture doit être entré par le fournisseur pour justifier le projet cité en référence.
- Q.128 En ce qui concerne les fournisseurs préqualifiés des SPICT et des SPTS, pouvez-vous confirmer quelles mesures doivent être prises pour se conformer à ProServices?
- R.128 Comme il est indiqué pour les réponses précédentes n^{os} 9 et 56, les fournisseurs qui sont actuellement qualifiés conformément à une autre méthode d'approvisionnement (comme les SPICT ou les SPTS) doivent soumissionner dans le cadre de la demande à venir d'arrangements en matière d'approvisionnement pour ProServices. Ils devront télécharger la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement par l'entremise de www.Merx.com et créer un compte dans le Module du fournisseur du Système des services professionnels centralisés (SSPC). Une fois que, dans le tableau de bord, on peut voir les invitations « ouvertes » à soumissionner pour ProServices, les fournisseurs doivent remplir la composante de collecte de données. Ils doivent également remplir l'attestation des droits acquis. Il y aura plusieurs pages, et celles-ci devront être envoyées à l'Unité de réception des soumissions.
- Q.129 J'étais présent au cours de la dernière consultation, soit celle du 15 mars. Dans les documents de questions et réponses déjà reçus, votre équipe précise qu'une catégorie Communications sera incluse.
- Pourriez-vous indiquer si le conseiller en contenu de graphisme de page Web, le concepteur WEB, le programmeur et les nouveaux médias seront englobés dans la catégorie Communications? Sinon, serait-il possible d'ajouter une catégorie pour la conception graphique de pages Web, la conception de pages Web, la programmation et les nouveaux médias étant donné que les contrats de 25 000 \$ et moins sont très souvent conclus dans tous les ministères et organismes pour ce type de services professionnels. Nous comptons vraiment profiter de ces occasions d'affaires. Veuillez préciser.
- R.129 ProServices utilise les catégories des SPTS et des SPICT. Bien que les services d'infographie, la conception de pages web, la programmation et les nouveaux médias ne sont pas inscrit dans la liste des services de cette catégorie, la liste des services n'est pas exhaustive. Les descriptions de travail pour ces catégories ont été créées par l'équipe des Services professionnels centrés sur les tâches et les solutions (SPTS). Pour demander que des modifications soient apportées ou pour formuler des commentaires, vous pouvez leur écrire à SPTS.TSPS@tpsgc-pwgsc.gc.ca.
- Q.130 On précise qu'il n'existe pas de catégories de services de communications dans Pro-Services, pourquoi? Je vois qu'il y a une catégorie rédacteur technique aux volets 4 et 10, mais cela ne répond pas au besoin que j'exprime ci-dessus. Est-ce que les fournisseurs doivent avoir un volume d'affaires minimum pour être en mesure d'écrire un article de 1 200 mots pour un client du gouvernement du Canada?
- R.130 Il y a une catégorie Communications dans les SPTS; elle sera donc incluse dans ProServices, au volet 9, Services de gestion de projets. Les descriptions de travail pour les catégories autres que les TI ont été élaborées par l'équipe des Services professionnels centrés sur les tâches et les solutions (SPTS).
Il n'existe pas d'exigence relative au volume d'affaires pour ProServices. Les fournisseurs doivent fournir 1 projet par catégorie pour ce qui est de la justification.

- Q.131 Ces 10 dernières années, une fois que mon entreprise avait terminé un mandat, j'utilisais une pratique exemplaire, c'est-à-dire que je demandais au client ou aux clients du gouvernement du Canada de me fournir une lettre de référence écrite afin de recueillir les commentaires sur le rendement de l'expert-conseil à la fin d'une affectation. Cette pratique a également permis à mon entreprise d'améliorer continuellement ses services.
- 1) Est-ce que TPSGC pourrait envisager d'utiliser les lettres de référence écrites qui pourraient être fournies si les clients/chargés de projet ne répondent pas? Ces lettres de référence pourraient être utilisées au moment de la réponse aux soumissions et pourraient être conservées dans le dossier de TPSGC par la suite, et consultées au besoin.
 - 2) On a dit lors de la conférence que les fournisseurs devraient éviter d'utiliser le même projet pour justifier plusieurs catégories d'experts-conseils. Pourquoi ne peut-on pas faire cela si les services peuvent être prouvés conformes aux critères d'évaluation?
- R.131
- 1) Conformément à l'exigence obligatoire 3, de la pièce jointe B, Évaluation technique, paragraphe 4, pour chaque catégorie, des renseignements justificatifs seront obtenus en se basant sur un courriel envoyé à la personne citée en référence indiquée dans la soumission. Cette lettre ou ces lettres peuvent être justifiées dans la composante de collecte de données (CCD), pourvu qu'elles incluent le titre, le numéro de référence du contrat/projet et la catégorie. Cette lettre doit être fournie avec la copie papier de la soumission présentée à l'Unité de réception des soumissions avant la date et l'heure de clôture.
 - 2) Un projet peut inclure de nombreuses catégories différentes, pourvu que les références soient justifiées pour chaque catégorie.
- Q.132 Peut-on soumettre des réponses par télécopieur?
- R.132 Aucune réponse ne peut être envoyée par télécopieur. Les fournisseurs doivent s'inscrire dans le Module du fournisseur du SSPC, remplir leur composante technique dans la composante de collecte de données lorsque ProServices affiche une « invitation ouverte à soumissionner » et présenter ce qui est requis dans la DAMA en format papier à l'Unité de réception des soumissions avant la date et l'heure de clôture.
- Q.133 À quel moment les questions reçues pendant le webinaire seront-elles publiées?
- R.133 Comme il est indiqué dans la lettre d'intérêt dans MERX, les questions et les réponses seront publiées d'ici le 8 avril 2013. En outre, les questions devaient être reçues avant le 25 mars.
- Q.134 TPSGC parraine mon entreprise au plus bas niveau possible seulement. En conséquence, je souhaiterais que vous parrainiez mon entreprise pour une cote de sécurité au niveau secret immédiatement, afin que mes chances d'obtenir des contrats du gouvernement fédéral à l'avenir ne soient pas de beaucoup diminuées.
- R.134 Lors de nos consultations, nous avons informé les fournisseurs que nous les parrainerions pour une mise à niveau d'un seul niveau. Nous l'avons fait pour vous et ne pouvons pas procéder à une autre mise à niveau à ce moment-ci. Une fois que ProServices sera en place, vous pourrez alors présenter une autre demande de parrainage pour une autre mise à niveau.

-
- Q.135 Vous avez déclaré lors de la séance que chaque contrat comporte un numéro et que, par conséquent, ce numéro est obligatoire. Je voudrais vous informer que j'ai actuellement 2 contrats qui n'ont pas de numéro de contrat. Ce n'est pas rare de voir dans le secteur privé des contrats qui n'ont que des titres. Je ne serai donc pas en mesure de citer en référence des projets actuels pertinents. Cette exigence semble inutilement sévère et ne servir à rien. J'aimerais vous demander de supprimer le caractère obligatoire de cette exigence, si c'est le cas.
- R.135 Tous les contrats doivent avoir un certain type de numéro, soit le numéro du contrat, de la commande subséquente ou de la facture, etc. Le fait que le fournisseur doit présenter un numéro de ce type demeure une exigence.
- Q.136 Si un projet est utilisé pour plus de 1 catégorie, est-ce qu'on communiquera avec la personne citée en référence à deux reprises?
- R.136 Comme nous l'avons indiqué dans la réponse précédente n° 43, la validation au moyen d'une vérification auprès des personnes citées en référence se fera pour chaque catégorie.